

## Table des matières

Articles précédents.....	1
Logique de production vs logique financière.....	1
Notes prises.....	2
Élucidation des prémisses fondamentales, de production et d'accumulation.....	6
Prémisses de MàD de biens et services.....	6
Prémisses d'une logique financière.....	9
Validité des postulats « mainstream ».....	10
Prémisses d'une logique de production.....	10
Approche interprétative des salariés.....	10
Approche inventive.....	11

## Articles précédents

Cet article repose sur les 2 articles (B-1) « *approches critique et interprétative* » et (B-2) « *Prémisses fondamentales pour toute SHS* ».

Par une approche critique, cet article analyse les énoncés réglant la subsomption de la logique financière sur la logique de production et MàD de richesses (biens et services), puis il considère la perception de cette subsomption par les salariés (approche interprétative) et il expose enfin d'autres logiques de production (approche inventive).

## Logique de production vs logique financière

Les rapports de force qui poussent à maintenir, au mépris de toute justice, des règles d'appropriation des moyens de production extrêmement favorables aux actionnaires (voir *article (C-1-b) Appropriation des moyens de production*) sont certainement les mêmes que ceux qui subsument la logique de production et mise à disposition de biens et de services à une logique financière.

En effet, au delà d'une logique de production souvent mise en avant en sociologie du travail, il y a une autre logique, une logique financière qui parasite une logique de production et sa fâcheuse et désagréable lourdeur comme l'écrit Karl Marx dans « *Das Kapital, Band 2, Abschnitt 1, 1.4 Der Gesamtkreislauf* » :

*Der Produktionsprozeß erscheint nur als unvermeidliches Mittelglied, als notwendiges Übel (fâcheux, ..) zum Behuf des Geld-machens. »* ...ou

*« Geldmachen ist das treibende Motiv. Produktion erscheint nur als notwendiges Übel dazu. »*

...à défaut de pouvoir s'en défaire ou d'en rêver comme il le précise dans la parenthèse ensuite :

*{Alle Nationen kapitalistischer Produktionsweise werden daher periodisch von einem Schwindel ergriffen, worin sie ohne Vermittlung des Produktionsprozesses das Geldmachen vollziehen wollen.}*»

*« Alle kapitalistischen Nationen ergreift periodisch ein Schwindel (arnaque, vertige), den sie zur Geldmacherei (faire du fric) frei von lästiger (pesante, gênante, fastidieuse<sup>1</sup>) Produktion nutzen. »*

car in fine, toute richesse est issue d'activités de production et de distribution, du travail des hommes pour mettre à disposition des biens et des services.

Résumé historique schématique : d'abord un capitalisme uniquement marchand<sup>2</sup> avec un minimum de capital immobilisé et un bon taux de profit, puis avènement du capitalisme industriel avec beaucoup de capital immobilisé, puis logiques marchande et industrielle de plus en plus sous la coupe d'une pure logique financière au fur et à mesure de la baisse tendancielle du taux de profit du capitalisme industriel, baisse tendancielle contrebalancée par la minimisation du capital immobilisé.

Dans les séminaires de sociologie suivis, dont les notes prises sont résumées ci-dessous, il est souvent question de production et de financiarisation mais sans suffisamment distinguer les logiques qui les distinguent. Dans le chapitre « *Élucidation des prémisses fondamentales, de production et d'accumulation* », nous montrons que chacune de ces logiques conduit à des organisations, à des procédures et des critères de performances différents. Dans le chapitre « *Approche interprétative des salariés* » nous indiquons que ces procédures et critères sont en général bien distingués par les salariés. Enfin, dans le chapitre « *Approche inventive* » nous montrons que bien évidemment d'autres modes de production sont possibles.

## Notes prises

De nombreux sujets abordés dans les séminaires évoqués dans ce document parlent de la financiarisation, du capitalisme, de la production de biens et de services, et montrent bien souvent les effets du « capitalisme » en analysant ses effets sur les salariés immergés dans les processus de production ... mais beaucoup moins les causes et mécanismes entre « finances » et « processus de production » qui conduisent aux évolutions de ceux-ci, évolutions provoquant de tels effets sociaux.

Ci-dessous quelques exemples :

---

1 Voir en réaction le vocabulaire du lean management : agile, réactif, mince, etc. souvent sous couvert de satisfaction du client, tant en choix (se plier en 4) qu'en délais.. discours repris par des sociologues pour expliquer le lean !

2 Braudel Fernand : *La Dynamique du capitalisme*, éd. Arthaud, Paris, 1985

(1) Daniel Bachet : « *Jacques Richard travaille sur le bilan et moi (Daniel Bachet) sur le compte de résultat mais nos approches sont complémentaires* ». : « Bilan » et « compte de résultat » sont des outils de gestion comptable des process de production et MàD de biens et de services. Ces documents procèdent d'une logique productive et non financière. En particulier, le compte de résultat met en exergue la marge par rapport au C.A., alors que l'actionnaire ne s'occupe que du rendement du capital investi. Nul doute néanmoins qu'une fine analyse de ces documents montre la subsomption capitaliste, mais le faire par ce bout là est affaire de spécialistes.

(2) J.P. Durand écrit : « *la lean production a été la solution à l'impératif catégorique du capital de hausser à 5, 7, voire 15 % de profit dans les industries et dans les entreprises de l'économie réelle* » et plus loin il écrit « *pour satisfaire les appétits de l'économie financiarisée (y compris à travers les **liens toujours obscurs** entre l'économie réelle et l'industrie financière)* ».

Le profit dont parle J.P.Durand est celui du dividende sur le capital investi et non la marge sur le C.A. Ce profit dividende/capital investi n'a que peu à voir, au contraire du ration marge/C.A., avec l'économie réelle. Éclaircir directement les liens « obscurs » est plus qu'opportun pour comprendre tout cela. En tout cas, n'importe quel salarié est clairement conscient que le lean management n'a d'autre but que de réduire le nombre de salariés et surtout le capital immobilisé en palliant la fragilité inhérente au lean management par de nombreuses procédures et surtout par un engagement total du salarié.

(3) A propos de l'employabilité, dans le sommaire de l'ouvrage présenté<sup>3</sup>, aucun mot dérivé de « production », de « finance », de « capital [monétaire] ». En fin d'ouvrage, G. Tiffon écrit : « *sa fonction (de l'idéologie de l'employabilité) n'est pas de résorber le chômage, comme cela est souvent avancé, mais de permettre aux entreprises de continuer à **jouir** des « bienfaits » de l'armée de réserve sur la rentabilité du capital* ». et plus loin « *le chômage de masse ... façonne enfin des salariés davantage mobilisés et prêts à se conformer aux attentes des directions d'entreprise* ».

Le meilleur moyen de dénoncer la supercherie (une meilleure employabilité résorberait le chômage de masse) est de montrer les causes et mécanismes structurels du chômage de masse : l'employabilité, à savoir l'adéquation du salarié à des évolutions de toute sorte, est un problème aigu non pas du fait de « nouveautés » ou « progrès » techniques, mais des efforts incessants pour améliorer la rentabilité du capital en agissant sur le « comment faire », à savoir les process de production et MàD, les réorganisations incessantes dont des lieux de production. Sans ces efforts

---

3 « le piège de l'employabilité, Critique d'une notion au regard de ses usages sociaux » PUR (2017) ISBN : 978-2-7535-5474-0

incessants, les évolutions de compétences seraient beaucoup plus lentes et paisibles, au rythme des « nouveautés » ou « progrès » techniques et les nécessités de mobilité et flexibilité moins fortes.

L'injonction de « *rentabilité du capital* » rend de plus en plus complexes et fragiles les process de production (par réduction systématique des effectifs et des « tampons » de toute sorte). **Les entreprises n'en « jouissent » pas** mais en souffrent (des établissements peuvent même être supprimés quand bien même ils ont pratiqué le lean management). Le chômage de masse est un effet secondaire (pour les tenants de cette logique financière) de cette injonction et facilite un peu le maintien de ce process fragilisé de production à moindre coût, par des recrutements plus rapides (?) et moins coûteux en cas de défection.

(4) Faire travailler les consommateurs. Ce sujet n'est abordé que dans une logique de production de richesses (de valeur ajoutée), en terme de travail (« le travail est « invalorisé » », « plus-value extra », extorsion de « néo-plus value ») et de sa raison d'être (« quasi impossibilité de rationaliser les services : On le fait faire par les clients »). l'analyse se limite à l' « auto-service » qui se serait développé depuis les années 70 (exemples donnés : Self services Mac Do ou à la pompe à essence ).

En tout état de cause, le temps qui passe n'explique rien et l'analyse « historique » faite aurait dû s'élargir à après les années 1980 (accroissement des « petits boulots » précaires) et à d'autres pays n'ayant pas vécu les 30 glorieuses, pour conduire à abandonner cette prémisse temporelle et à se centrer sur l'objet « *Diversité des prises en compte des activités humaines entre la production et la jouissance effective par le client final de biens et de services : **quelles causes ?*** ». Ces causes sont avant tout à trouver dans les disparités de conditions économiques et sociales, « accumulation patrimoniale avec rentes associées » pour les uns et « petits boulots » pour une partie plus ou moins importante des autres.

En bref, les clients peuvent ou non se payer les activités humaines entre la production et la jouissance effective d'un bien, étant entendu que ces activités sont le plus souvent des petits boulots<sup>4</sup> mal payés que des salariés ou auto-entrepreneurs acceptent de faire ... faute d'une activité plus gratifiante.

(5) A propos des Start-up(s), la question posée l'est surtout dans une logique de production de biens et de services : « *Notre hypothèse principale consistant à dire que la recherche en start-up implique des contraintes exogènes à la recherche fondamentale et **subordonne les finalités de la***

---

4 Voir Article (C-2) « travail » domestique et petits boulots

***production scientifique aux objectifs de la production marchande. ».***

La subordination citée a toujours existé, parfois (1) sous la forme de grands laboratoires privés (ex : Bell Labs de ATT, IBM, Alcatel, etc.), parfois (2) sous la forme start-up(s) soit destinées à devenir grandes (Apple, Microsoft, mais moins souvent maintenant (Google, Facebook) et presque plus jamais dans l'industrie), soit destinées à se faire racheter, cas le plus fréquent.. La question préalable est alors « **qu'est ce qui pousse à l'une ou l'autre de ces 2 articulations possibles entre recherche et industrie ?** ». Ensuite, le sociologue peut travailler sur l'une ou l'autre de ces articulations et en analyser les conséquences, selon les causes.

En bref, si une grande entreprise a pour principal objectif de minimiser ses actifs immobilisés et son working capital<sup>5</sup> et à maximiser son acid test ratio, elle réduit ses activités de R&D (gros investissements et personnel qualifié) et elle se tourne vers les start-ups qui ont réussi pour faire de l'innovation espérée rentable (mais la start-up aura grandement essuyé les plâtres).

(6) Pierre Charbonnier (Chargé de recherche au CNRS, LIER) : « Écologie et socialisme » introduit son propos en disant « *production industrielle marchande c'est à dire « le capitalisme »* ». Le « *c'est à dire* » est malencontreux :

Ne voir la logique financière QUE par ses effets dans l'économie marchande de production et MàD de biens et services conduit à jeter le bébé (la production de biens et de services) avec l'eau dans lequel il baigne de nos jours (la finance). Ceci rend ces analyses :

partiellement inaudibles car bien des gens, et bien sûr ceux qui mettent en place ou défendent de telles organisations, amalgament ces critiques à des critiques du principe même, de la nécessité même, de production de biens et de service (Postulats fondamentaux 1 et 2 de l'article « *article (B-2) Prémises fondamentales de toute SHS* », chapitre « *Prémises dans la sphère de mise à disposition de biens et de services* » ) et donc refusent ou se moquent de ces critiques,

aveugles à la question des « **liens toujours obscurs** » entre capitalisme et production, question qui implique de bien distinguer ces 2 objets de recherche : « capitalisme » et « production ».

L'objectif de cette analyse transversale des sujets traités dans les différents séminaires pris en compte est de bien cerner les énoncés financiers d'une logique financière qui subsume la logique de production, donc ses énoncés<sup>6</sup>. L'hypothèse est bien que lorsque la finance subsume la production,

<sup>5</sup> Et ce pour dégager du cash (en vendant des actifs, en réduisant les stocks) et pour augmenter le rendement du capital investi.

<sup>6</sup> Au début du capitalisme industriel, il a pu y avoir une compatibilité, une synergie, entre logique industrielle et logique financière : les taux de profit étaient considérés comme suffisants par la plupart des investisseurs, notamment du fait des très bas salaires et des

cela a des effets qui peuvent être délétères sur celle-ci, effets provoquant des effets délétères sur la société en général, producteurs dont salariés et consommateurs dont travailleurs pauvres.

Bref, il faut d'abord sauver l'économie de production des effets de la logique financière, même si il y a beaucoup à lui reprocher: biens "communs" à sortir de l'échange marchand, propriété des moyens de production, redistribution de la richesse produite, opportunité sociale de ce qui est produit, ressources limitées de la Terre, etc.... A ce propos, l'économie financiarisée est capable de faire son beurre sur tout type de production (bio, perma-culture, etc.. etc...).

Nos questions sont donc les suivantes :

Quels sont les postulats prévalant dans une économie subsumée par une logique financière ?

Quels sont les postulats induits par cette subsumption dans les process de production, rendant impossibles d'autres postulats souhaités dans la production ?

Que font les salariés de cette logique financière ? Ont ils d'autres postulats en tête ?

Quels sont alors les postulats **préalables** à poser pour une production et MàD de biens et de services s'affranchissant au moins d'une logique financière ?

Et ensuite

Quels postulats complémentaires, rendus possibles par ses premiers postulats, souhaitons nous pour la production et MàD de biens et de services, dont ceux ayant trait à la distribution de la richesse produite et au « comment » produire.

## **Élucidation des prémisses fondamentales, de production et d'accumulation**

### ***Prémisses de MàD de biens et services***

Les prémisses présentées ici sont considérées comme constatées, comprises et sinon acceptées par toute personne, dont les salariés. Ainsi, les postulats 1 à 4 conduisent beaucoup de salariés à considérer la nécessité et l'utilité de leur travail et à accepter certaines contraintes à prendre en compte par leur entreprise. En revanche, le postulat 5 est compris mais non accepté par beaucoup : il est considéré comme légitime par certains et subsume malheureusement les 4 premiers pour les autres.

---

conditions d'exploitation du prolétariat de l'époque, mais la baisse tendancielle du taux de profit, prévu par Marx, autant que l'augmentation du « coût » du travail, a rendu ces 2 logiques contradictoires. A ce jour, la finance vampirise la production et la logique financière subsume la logique productive.

Pour rappel, les 3 premiers postulats, fondamentaux, sont déjà proposés dans l'article (B-2) *Prémises fondamentales pour toute SHS*, chapitre « *Prémises dans la sphère de mise à disposition de biens et de services* ». Les autres postulats, ainsi que les définitions des échanges et du travail, sont également présentés dans l'article « (C-2) *travail* » *domestique et petits boulots*».

**Postulat 1** : pour survivre et vivre au mieux, il est nécessaire pour toute personne de bénéficier de biens et de services,

**Postulat 2** : pour la mise à disposition de ces biens et services, des activités humaines sont nécessaires,

**Postulat 3** : cette mise à disposition de biens et de service et des activités humaines pour ce faire sont des nécessités de la nature : la société dans son ensemble ne peut y échapper.

*Remarques : le plus souvent, ces nécessités de la nature sont prises en charge, mises en œuvre, par des institutions humaines.*

**Postulat 4** : Dans le cadre d'échanges fondés sur une monnaie (Comme mesure de richesse et moyen d'échange), il y a « nécessité de la nature » pour une organisation à acquérir au moins autant de richesse (vente de biens et de service, subventions, financements provenant d'impôts et taxes, activité humaine bénévole) qu'elle en distribue (salaires, dons, allocations, dividendes, etc..).

**Postulat 5** : L'accumulation, dont monétaire, au delà de provisions, économies, pour faire face aux aléas n'est pas une nécessité de la nature. C'est une « exigence » d'institutions humaines dont les « raisons » sont à trouver du côté de ceux qui contrôlent ces institutions (besoin existentiel, Cupidité, désir de puissance et de domination?). En tout état de cause, cette accumulation peut être un puissant instrument de domination, surtout si elle est monétaire.

*Remarque : Dans le cadre d'institutions humaines, pour faire face aux aléas, une autre alternative à l'accumulation par chacun est la mutualisation des risques, la communauté de biens, la solidarité.*

Dans cette phase « critique » ou « élucidatoire », les postulats (C-0) à (C-2) d'appropriation des moyens de production énoncés dans *article (C-1-b) Appropriation des moyens de production* sont repris, et complétés par le suivant :

**Postulat C-3** : Dans le cas d'une société-entreprise, c'est l'actionnaire qui a le pouvoir d'établir un objectif de valeur ajoutée financière entre le postulat 4 (Équilibre entre richesse produite et richesse consommée) et le postulat 5 (d'accumulation de richesse).

Pour qualifier la production mis en œuvre par l'actionnaire, des distinctions sont à faire au regard de la subsomption ou postulat principal de cette production :

Si cette subsomption procède surtout des postulats 1 à 4, elle peut s'énoncer ainsi : « il y a subsomption d'accroître la production, les échanges et la consommation de biens et de services ». Cette subsomption peut être qualifiée de « subsomption de production »

Si cette subsomption procède du postulat 5, elle peut s'énoncer ainsi : « Il y a subsomption d'accumulation de richesses et, avec « l'empire » de la monnaie, d'accumulation monétaire ». Cette subsomption peut être qualifiée de « subsomption capitaliste » ou « d'accumulation »<sup>7</sup>.

*Remarque : Cette volonté ou subsomption d'accumulation a existé de tout temps, la richesse cumulable pouvant être la terre, l'or, la monnaie. C'est l'accumulation de quelque chose d'échangeable avec toute richesse ou pouvoir qui est retenue. Ce fut l'or, c'est maintenant l'empire de monnaies fortes, y compris « virtuelles ». Il existe ou a existé des lois pour limiter cette accumulation, ex : Lois Licinio-Sextiennes de la première république romaine pour limiter l'accumulation de terres de l'ager publicum.. Que la monnaie, y compris virtuelle, soit le moyen de l'accumulation rend ceux qui accumulent beaucoup plus puissants sur l'ensemble de la société dans la mesure où la monnaie est le moyen d'échange utilisé par tous. Cette puissance de la monnaie est subordonnée à quelques énoncés développés plus loin.*

Dans le cadre de la subsomption « de production », 2 variantes sont à considérer au regard de la répartition de la richesse produite et donc des échanges pour ce faire. Notons que cette répartition se fait d'abord dans les organisations de production, sous forme de salaires et de rétributions des fournisseurs, sous-traitants, etc... Cette répartition peut par ailleurs être « corrigée » indépendamment du processus de production, par exemple par l'État redistributeur. Sans détailler, ce n'est pas le sujet de ce chapitre, la **logique de production** peut être qualifiée « **d'exploiteuse** » ou « **d'équitable** » et ce avec 2 critères : l'un se rapportant aux conditions de production, l'autre à la répartition.

Selon la subsomption principale, soit « de production » soit « d'accumulation monétaire », des postulats sont adoptés tant pour la gestion de la société-entreprise que pour son environnement économique et monétaire mais d'autres postulats sont abandonnés, notamment dans l'

---

<sup>7</sup> « Contrairement à ce que veulent faire croire les économistes néo-classiques et les idéologues néo-libéraux, la production capitaliste n'est donc pas au premier chef une production de biens, de produits ou de services, mais une production de **valeurs dont les biens, les produits et les services ne sont que les supports matériels**. La valeur qui trouve sa concrétisation la plus éclatante dans l'argent et dans le capital porteur d'intérêt est elle-même un rapport social. » in Michel Vakaloulis, Jean-Marie Vincent et Pierre Zarka, *Vers un nouvel anticapitalisme. Pour une politique d'émancipation*, éditions du Félin, 2003, p. 32-33



environnement économique et monétaire.

Tout d'abord, proposition d'une définition plus opérationnelle de ces 2 logiques, « de production » et « financière »

**Définition C-1 : (1) Dans une logique de production**, une entreprise est appréciée en fonction de son bilan (notamment de ses actifs) et de son compte opérationnel (C.A. Et marge). **(2) Dans une logique financière** visant à l'accumulation monétaire par l'actionnaire, une entreprise est appréciée en fonction de son capital utilisé, à minimiser ou à vendre pour dégager du cash (actifs immobilisés et circulant (working capital)) et de son acid test ratio, à maximiser (Ratio entre liquidités rapidement disponibles et dettes à court terme dont les salaires à payer en fin de mois.).

Chaque logique, financière et de production, conduit à des postulats différents :

### ***Prémises d'une logique financière***

Pour qu'une monnaie soit un moyen **d'accumulation**, il faut une volonté politique et toute la puissance de la multitude ainsi captée par cette volonté, pour garantir la fonction d'échange et surtout de mesure de cette monnaie.

**Postulat C-4 :** Une faible inflation est nécessaire pour que la monnaie soit un support crédible d'accumulation, à savoir être à tout moment un moyen de mesure et d'échange. Cela ne peut être garantie que par un pouvoir politique maîtrisant sa monnaie. Le remboursement des dettes, en particulier de celles de l'État, est également un impératif pour garantir la crédibilité de l'accumulation : la monnaie, y compris prêtée, doit être un bien inaltérable.

*Remarque : Sans impératif d'accumulation, une inflation maîtrisée est plus favorable à l'économie, à la production de richesse .... et cette inflation réduit la dette. Une trop grosse inflation et la monnaie perd sa fonction d'échange (« Monnaie de singe »).*

Pour accélérer la rapidité de cette accumulation, des énoncés-objectifs plus précis sont dictés aux entreprises, à ses cadres dirigeants par les actionnaires : « minimiser le capital utilisé et maximiser l'acid test ratio », énoncés conduisant à la généralisation du lean management, aux coupes réglées dans la R&D et la formation, à se recentrer sur son « cœur de métier » à savoir les activités avec working capital et acid test ratio optimaux, à vendre les actifs immobilisés hors « cœur de métier », à externaliser ou sous-traiter tout le reste, dont la R&D à des start-up.

## **Validité des postulats « mainstream »**

Les postulats suivants, toujours invoqués par les économistes « main-stream » ne sont plus crédibles dans une logique financière d'accumulation :

Fin du postulat de Schumpeter, de l'innovation « créatrice d'emplois » qui ne vaut que dans une logique de production et non d'accumulation car dans une logique financière, l'innovation ne vaut que si elle favorise les objectifs de minimisation du working capital et de maximisation de l'acid test ratio, donc minimisation des investissements et réduction de la masse salariale,

Fin des énoncés du type « profit d'aujourd'hui → investissements de demain → emploi d'après-demain, les profits d'aujourd'hui étant affectés d'abord à l'accumulation d'aujourd'hui .... et on verra pour demain.

les énoncés du type « relance par la demande et la consommation » à savoir « relance pour consommer » sont rejetés par les économistes « main stream » . et sont remplacés par d'autres énoncés par ces mêmes économistes, énoncés directement favorables aux actionnaires :

« relance par l'investissement avec aides aux entreprises pour investir » dans la mesure où cette aide pour investir est très favorable aux actionnaires car :

elle diminue le « working capital » si l'entreprise est directement aidée,

elle diminue l'acid test ratio en dispensant l'entreprise de s'engager avec des équipes de R&D dans la mesure où elle peut compter sur des start-up financées plus par l'aide publique que par elle.

## **Prémises d'une logique de production**

Une logique de production est avant tout une logique de création de richesse à consommer, de valeur ajoutée. Elle conduit plutôt à accroître cette production, donc à accroître l'activité et peut-être la redistribution en salaire pour favoriser cette production par la consommation induite (cercle vertueux énoncé par Ford dont les ouvriers devaient avoir les moyens de se payer une ford T).

Pour bien des entreprises, et au gré des priorités de leurs actionnaires et des dirigeants « qui dirigent », la logique oscille toujours entre (1) « de production » et (2) « d'accumulation monétaire ».

## **Approche interprétative des salariés**

Dans ce paragraphe, nous ne prenons pas en compte les salariés qui ont le pouvoir et dirigent, et

qui ont donc mis les postulats ci-dessus en place, mais les salariés qui exécutent, subissent ou acceptent. Il s'agit donc de la phase interprétative de notre épistémologie. Les constatations ci-dessous sont celles de ma thèse montrant entre autre que la distribution des énoncés des salariés, de leurs motivations, semblent peu dépendantes des énoncés de leur employeur.

**Une majorité de salariés non actionnaires et/ou « non capitalistes », ont l'entendement suivant, qu'il faut prendre en compte :**

Ils entendent, acceptent et partagent les postulats 1, 2, 3 et 4 à propos de la production, la MàD et la répartition des biens et services ainsi que les définitions 1 et 2 des échanges (voir article (C-2) « *travail* »... »). Concrètement, leur motivation est plus l'utilité sociale de ce que leur entreprise propose et à laquelle ils participent.

Ils subjectivent si nécessaire leurs activités en prenant ces postulats 1, 2, 3 et 4 et définitions 1 et 2 (voir article (C-2) « *travail* »... ») comme fondement, que ceux-ci soient ou non retenus par l'entreprise et ils font en sorte que ça marche selon ces postulats car ils **désirent** une vie bonne et/ou ils **craignent** que si ça ne marche pas, c'est eux, ceux d'en bas, qui en pâtiront le plus.

ils sont assez sensibles, mais avec différentes subjectivations, aux échanges selon la définition 3 (voir Article (C-2) « *travail* » *domestique et petits boulots* ») car ils constatent les effets d'une mauvaise répartition des biens et services, dont les disparités de salaires du fait des critères utilisés,

ils sont majoritairement très critiques sur le postulat 5 (postulat souvent ignoré en tant qu'objectif et retenu alors comme contrainte) en constatant l'absurdité, le « monde à l'envers » de certaines décisions qui semblent incompatibles avec les postulats cités ci-dessus qu'ils acceptent (Postulat 1 à 4), ex : fermeture d'un établissement « rentable » (i.e. Compte opérationnel positif) ou ayant été récemment « modernisé » (Bilan avec des actifs immobilisés très corrects donc capital immobilisé trop élevé).

## **Approche inventive**

Ces énoncés reposent sur une anthropologie posée préalablement. L'anthropologie que nous mobilisons est l'anthropologie politique de Machiavel et l'anthropologie de Spinoza :

Une minorité de gens souhaitent le pouvoir et dominer les autres et une majorité souhaite simplement être libre, ne pas être dominé, ne pas dominer, ne participer en rien ou si peu à

l'exercice du pouvoir,

Tout humain s'efforce à persévérer dans son être. Pour se faire, le besoin ou le désir (aussi bien de la minorité que de la majorité du paragraphe précédent) de maîtrise ou de propriété de biens et de services qu'il perçoit comme nécessaire à sa nature est à admettre.

**Prise en compte des postulats 1 à 4** et de la définition 2 et peut-être 3 des échanges (voir *Article (C-2) « travail » domestique et petits boulots »*)

Changement des règles d'appropriation des moyens de production à but lucratif (voir *article (C-1-b) Appropriation des moyens de production*) et donc bien plus grand partage des pouvoirs et responsabilités de gouvernance et de répartition des richesses produites

Ensuite, d'autres postulats sont possibles, par exemple à propos du capital naturel (C.N.), du capital humain (C.H.) et du capital financier (C.F.) tel que définis par J. Richard<sup>8</sup>, ou ceux relatifs à la propriété d'usage de B. Friot.

**Définition C-2** : Le CF procède des postulats C-1 et C-5 alt, avec donc une dépréciation tendancielle liée à la dépréciation des actifs « moyens de production », sauf à réinjecter des liquidités pour renouveler ces actifs. Ce C.F est considéré comme interne à l'entreprise.

Le C.H. est également considéré comme interne à la société-entreprise et son évolution est de la responsabilité de ceux ayant pouvoir dans la société-entreprise. La méthode de mesure, sa mesure et ses critères/objectifs de gestion sont à définir par ceux-ci (actionnaires, représentants des salariés, au prorata de leurs apports d'investissement). Le C.H. est le plus souvent à maintenir, sinon à croître.

Le C.N. désigne les ressources naturelles internes à la société-entreprise que celle-ci est susceptible d'exploiter et les ressources naturelles externes à acquérir pour les consommer. Les postulats concernant le CN relèvent de prérogatives sociétales, politiques. Nous proposons 2 postulats :

**Postulat C-6** : Le pouvoir sociétal et politique a la responsabilité des méthodes de mesure, des mesures et des critères/objectifs de gestion du C.N.

**Postulat C-7** (de possible gestion) : « *Le principe directeur de CARE est que la mesure de tout capital [CH et CN] est dictée par le coût de son maintien (ou de son remplacement). Ce principe est*

---

8 J. Richard (Présentation aux Bernardins) : « Le modèle CARE/TDL en bref »

*celui de toute comptabilité traditionnelle en coûts<sup>9</sup>.... »*

**Postulat C-8** : Des représentants de ce pouvoir sociétal et politique sont partie prenante, concernant le CN, des décisions de la .société-entreprise, au même titre que les représentants des actionnaires et des salariés.

*Remarque : « Notion de « porte-parole » du capital naturel/humain » dans « Le modèle CARE/TDL en bref » de J. Richard.*

Des énoncés « écologiques » et de « développement durable » sont aussi envisageables.

**Ajout éventuels d'énoncés liés à l'écologie** et à l'avenir de la Terre :

Quelle est la "logique" des militants écologiques et de tous ceux préoccupés par le devenir de l'humanité sur terre ?

La plupart de ces militants conviennent des postulats 1 à 4 ainsi que des définitions 1 et 2 de l'échange .

Des militants écologiques plutôt « de gauche » déplorent les échanges des définitions 3 et 3-bis, ainsi que le postulat 5, mais adhèrent à la remarque du postulat 5 (solidarité au lieu d'accumulation).

Aux postulats 1 à 4, les militants écologiques ajoutent ceux-ci :

**Postulat E-1** : l'humanité ne pourra produire et consommer très longtemps plus de richesses que la Terre ne peut en renouveler.

D'autres ont aussi le postulat suivant:

**Postulat (ou proposition) E-2**: Il faut laisser suffisamment de richesses potentielles aux générations futures

D'autres, plutôt « de gauche », peuvent aussi avoir le postulat suivant:

**Postulat (ou proposition) E-3**: Même actuellement, un groupe humain ne peut consommer très longtemps plus de richesses qu'il n'en produit. Cela n'est possible durablement que si certains groupes (ex : pays « du Nord ») s'accaparent de la richesse produite par d'autres (ex : Pays « du Sud »).

*Rappel : Une stricte logique financière ignore TOUS ces postulats, sauf le postulat 5 .*

*Une stricte logique de production de richesses peut partager le postulat E-1, ne partage pas les*

---

9 J. Richard (Présentation aux Bernardins) : « Le modèle CARE/TDL en bref »

*postulats E-2 et E-3 et peut émettre des réserves à propos du postulat 5 si tous ces postulats cités compromettent l'accroissement de la production et d'échanges de richesses.*

L'opposition au postulat 5 et la prise en compte des postulats Cn -alt et E-n peuvent procéder de postulats qui les subsument :

Soit des **postulats "moraux"**, ex: Respect des humains, fin en soi et non moyens y compris le respect des générations futures pour la proposition E-2; justice pour la proposition E-3 et solidarité en la conjuguant avec le postulat 1.

Soit des **postulats "affectifs"**, ex: je ne peux pas laisser une Terre pareille à mes enfants, petits enfants pour les postulats E-1 et E-2; j'ai peur que ça pète et/ou il m'est désagréable de vivre aisé au milieu de miséreux pour la proposition E-3.